

LIBAN
PARLEMENT

Critiques violentes, piques à l'encre ou au crayon mine, et confiance à 68 voix !

Par Scarlett HADDAD | vendredi, juillet 8, 2011



Le (bloc) Hezbollah, cible d'attaques frontales hier dans l'hémicycle. Photo Marwan Assaf

Parlement (Talal Arslane s'étant absenté) avec deux abstentions, celles de Robert Ghanem et de Imad el-Hout, alors que les députés de l'opposition se retiraient spectaculairement de la salle. Commentaire d'un membre de la majorité : le rideau est tombé sur la mise en scène hollywoodienne. Le gouvernement doit maintenant faire ses preuves.

C'est en somme avec un immense soulagement que les députés de la majorité ont quitté le siège du Parlement hier, après avoir donné leur confiance au gouvernement. Pourtant, à l'arrivée, vers 10h, tout le monde semblait inquiet. Au vice-président du Conseil Samir Mokbel qui tentait de détendre l'atmosphère en faisant remarquer les fleurs d'oranger sur les arbres qui entourent le siège du Parlement, un journaliste a lancé : « Les orangers donnent des oranges »... De son côté, Hekmat Dib, qui, la veille, avait eu une altercation avec son homologue des Forces libanaises Farid Habib, a espéré que l'autre camp reste poli et ne cherche pas les provocations...

En ce jeudi matin, la tension était donc grande et en dépit des contacts qui s'étaient multipliés dans la nuit, la majorité était inquiète, attendant essentiellement trois discours : celui de Bahia Hariri, qui aurait pu tenter de rééditer le scénario de 2005 lorsqu'elle avait poussé le Premier ministre Omar Karamé à la démission, celui de Fouad Siniora qui est passé maître dans l'art de lancer des piques qui font mouche, et enfin celui de Samy Gemayel, considéré désormais comme le plus virulent.

La séance commence avec Georges Adwan et Boutros Harb, qui restent dans les limites acceptables, surtout après l'appui déclaré du patriarche maronite Mgr Béchara Raï au gouvernement. Adwan a bien essayé quelques attaques personnelles en lançant à l'adresse de Mikati : nul ne souhaite être à votre place, assurant ainsi que le 14 Mars ne veut pas être au pouvoir. Il a aussi ajouté que ce gouvernement a légalisé la force au lieu d'être fort grâce à sa légalité. Pendant ce temps, son collègue Antoine Zahra, responsable des travaux de réaménagement du Parlement, inspectait les rangs des journalistes et les installations techniques. Sur les bancs des ministres, Charbel Nahas est plongé dans ses dossiers et Nicolas Sehnaoui consulte son téléphone. Adwan réveille la salle en lançant à Mikati un tonitruant : « À quoi sert pour un homme de gagner le gouvernement et de se perdre lui-même ? »

Boutros Harb est resté modéré, dans le ton et le contenu, concluant son discours par une sorte de demi-confiance qui donne ceci : « Je ne donne pas aujourd'hui la confiance, mais... » Il a ainsi estimé que le

Pour la troisième et dernière journée du débat de confiance, Berry n'a pas eu besoin de demander aux députés de son bloc de se déployer aux quatre coins de l'hémicycle et de se tenir prêts à intervenir, comme il l'avait fait la veille, pour éviter d'éventuelles rixes. Les discours se sont relativement bien déroulés, malgré les multiples échanges à fleurets mouchetés, notamment entre Nagib Mikati et Fouad Siniora. Finalement vers 16 heures, le gouvernement Mikati a obtenu la confiance de 68 députés du

fait d'avoir une majorité et une opposition c'est bon pour la démocratie, d'autant que les gouvernements d'union nationale ont échoué. M. Harb a surtout relevé le fait que la déclaration ministérielle a omis de mentionner le respect de l'indépendance du Liban, pourtant clairement évoqué dans les précédentes déclarations. Ce qui a fait dire à un député : « Mais le Liban a obtenu son indépendance en 1943 ! Pourquoi revenir sur le sujet ? À moins que l'indépendance doive être mentionnée dès qu'on parle de la Syrie. À l'égard des autres pays, on ne s'en soucie plus. »

M. Harb s'est aussi élevé contre la formule trouvée par Berry, renonçant à un ministre chiite pour le compte d'un sunnite. M. Berry a répondu : « J'ai inauguré une nouvelle coutume et je compte la rééditer quand je le pourrai. » La petite histoire veut en fait que M. Berry ait eu cette idée alors qu'il était en voiture et prenait un virage sur le chemin de Baabda. un de ses proches avait alors lancé : « Heureusement que le virage n'était pas trop fort. Sinon, il aurait renoncé à trois ministres chiites. » Le député Akram Cheyaheb a rappelé les principes de base qui dictent actuellement la position du bloc de Joumblatt, et Samy Gemayel a, lui, fait l'événement. Commencant par dire que le Liban traverse une crise de régime, non de gouvernement, il s'est demandé ce qu'est devenu le dossier des faux témoins. Nawwar Sahili a aussitôt rétorqué qu'il en a parlé dans son allocution. Ce qui a permis à Samy Gemayel de dire : « J'ai pourtant écouté toutes les interventions. Mais j'ai dû louper la vôtre. Une sur soixante, ça va. » Selon lui, le président du TSL a refusé d'assister à la conférence de Herzliya parce qu'il y était opposé. Les photos aériennes exhibées par Hassan Nasrallah pour montrer la surveillance par les drones israéliens du secteur du Saint-Georges remontent à avant 1997, lorsque la marina n'avait pas encore été aménagée, et enfin, les 97 ordinateurs passant par les douanes israéliennes appartenaient à l'UNTSO. Il a réussi ainsi à sortir les députés du Hezbollah de leurs gonds. Ali Ammar a insisté pour lui répondre, précisant que les photos aériennes étaient datées, que Cassese assiste chaque année à ce congrès sioniste et que les ordinateurs appartiennent bel et bien à la commission d'enquête internationale, si M. Gemayel avait pris la peine de consulter tout le document. Samy Gemayel a alors répondu qu'il compte des amis au sein du Hezbollah, notamment le Dr Ali Fayad. Ce qui a poussé Hussein Moussaoui à lancer à ce dernier : « Grand bien vous fasse. Vous risquez d'être mal vu... » M. Gemayel a poursuivi sur sa lancée, assurant qu'il y a au Liban désormais deux catégories de personnes : « Les citoyens nobles qui appuient le Hezbollah et ceux de seconde zone, c'est-à-dire tous les autres. » Il a aussi affirmé que les chrétiens ont aujourd'hui peur.

Mohammad Raad a pris ensuite la parole exprimant en quelque sorte la position officielle du bloc. Il est vivement applaudi par Mikati, qui sort ensuite quelques instants pour revenir écouter Bahia Hariri qui commence son discours en disant : « J'ai pensé ne pas venir pour ne pas rappeler à certains une scène qu'ils souhaitent oublier. » Mme Hariri a ensuite détaillé les réalisations de son frère le Premier ministre martyr Rafic Hariri, notamment le financement des études universitaires de milliers d'étudiants. M. Berry a alors lancé : « Fouad Siniora le fera désormais. » Et ce dernier a répondu : « En fait, elle vise Mikati », lequel s'est aussitôt déclaré prêt à remplir cette mission.

Mais Nawwaf Moussaoui voulait à tout prix répondre à Samy Gemayel. M. Berry lui a donné la parole et Moussaoui a précisé que le Hezbollah a commencé par coopérer avec le TSL. Certains de ses membres ont été entendus par la commission d'enquête et celle-ci a même ouvert un bureau au cœur de la banlieue sud. Mais la crédibilité du TSL a été entamée par ses propres agissements : le dossier des faux témoins, les fuites et le refus de se lancer dans la piste ouverte par Nasrallah. Moussaoui a rappelé que dans un de ses discours ce dernier a défini les moyens pour le TSL de retrouver sa crédibilité. En vain. Moussaoui a enfin demandé à la justice d'ouvrir une enquête sur les fuites concernant les mandats d'arrêt qui ont été donnés à la presse par le colonel Wissam Hassan... Il a aussi conclu en affirmant que l'alliance entre Nasrallah et le PM Rafic Hariri a peut-être accéléré l'adoption de la 1559 et son assassinat.

Fouad Siniora a pris la parole en dernier, concluant son discours par un vibrant : « Rafic Hariri ne vous donne pas sa confiance. »

Avant de donner la parole à Mikati, Berry a fait le décompte du temps de parole accordé à chaque camp et il a précisé que le 14 Mars a eu 7h et 3 minutes, alors que le 8 Mars 7h et 17 minutes... Comme quoi en paroles, l'équilibre est respecté. Simon Abi Ramia a toutefois protesté contre la formulation, préférant que l'on parle de majorité et de minorité, et Zahra a lancé : « Faites-lui donc plaisir, il est si heureux d'avoir la majorité. Peut-être que cela ne va pas durer. »

Mikati a ensuite donné la réponse du gouvernement, rappelant que la formule « en principe », concernant le TSL, est tirée d'un communiqué des ministres des AE arabes datant du 2 mars 2011. Marwan Hamadé a rétorqué que le ministre des AE avait pris, seul, cette initiative et Berry a répondu : il avait consulté le président et le Premier ministre. Mikati a lancé au passage une pique à Siniora en disant : « J'utilise un stylo à encre et c'est lui qui utilise les crayons à mine » (autrement dit qui change d'avis et efface ses propos). Siniora ne s'est pas tu pour autant, demandant clairement à Mikati : « Alors, vous allez débloquer l'argent ou non ? » (pour le TSL). Mais Mikati, qui a donné un nouvel exemple de son style, à la fois patient, calme et incisif, a ignoré l'intervention. Il a affirmé à Berry qui essayait de le défendre : « Ce n'est pas la peine. Quoi que je fasse, certains trouveront à critiquer. Ce qui compte pour moi c'est que j'agis selon ma conscience et mes convictions avec deux lignes rouges : l'unité, la stabilité et la sécurité du Liban et des Libanais et la protection de la présidence du Conseil en tant qu'institution. »

Au moment où Berry a déclenché l'opération de vote, les députés de l'opposition ont quitté la salle, dans une démarche spectaculaire. Mais le vote s'est poursuivi et le gouvernement Mikati a obtenu la confiance du Parlement avec 68 voix (celle de Michel Murr ayant remplacé celle de Talal Arslane). Pour le gouvernement Mikati, un premier obstacle a été franchi, mais sa route sera sans doute longue et difficile. Premier Conseil des ministres, la semaine prochaine.